



ADEPAE Bukavu (Siège)  
Avenue de la Montagne N° 28  
Ville de Bukavu – Sud-Kivu (RDC)  
+243 993.090.958

ADEPAE Goma  
Avenue Acacias N° 38  
Ville de Goma – Nord-Kivu (RDC)  
+243 993.811.594



## Rapport narratif intermédiaire du projet 513-663/DRCONGO/ADEPAE 2014/014



**Le représentant du Mwami des Bavira dans son intervention**

**Bukavu, le 04 Avril 2015**

*Les victoires obtenues par les armes sont éphémères et sanglantes  
Les succès du dialogue procurent la paix et le développement durable  
A ses artisans la valeur indéniable  
-Tharcisse KAYIRA-*

## **1. Contexte de mise en œuvre**

Le contexte de la proposition du présent projet encours montrait que la recherche qui avait été menée en Avril 2013 conjointement par Action pour le développement et la Paix Endogènes(ADEPAE), Solidarité des Volontaires pour l'Humanité ( SVH ) et Rema Ministries du Burundi avec l'appui technique et financier du Conseil Danois pour les réfugiés à travers son rapport « Voix d'exil », a démontré que les réfugiés congolais et Burundais vivent une situation d'ordre socio-économique très difficile dans le pays d'accueil .

Ainsi, ce rapport avait proposé des recommandations qui ont été traduites en actions de plaidoyer par les organisations partenaire du Conseil danois pour les réfugiés citées ci haut dont Action pour le développement et la Paix Endogènes(ADEPAE), Solidarité des Volontaires pour l'Humanité ( SVH ) et Rema Ministries du Burundi et elles continuent à les matérialiser jusqu'à ce jour dans le but d'améliorer les conditions de vie des réfugiés congolais et burundais dans leur pays d'accueil en prenant en compte leurs besoins dans le cadre de la mise en œuvre des politiques locaux, nationaux et régionaux tout en insistant sur le besoin d'assurer leur participation à la définition de ces politiques et cadres.

De ce fait, ADEPAE a proposé un projet de sensibilisation et de plaidoyer d'où fait partie l'exécution de deux activités l'une portant sur l'organisation d'un atelier d'échange et de sensibilisation des autorités étatiques, coutumières et acteurs sociaux dans le territoire d'Uvira et l'autre portant sur l'atelier d'échange et de sensibilisation des autorités en charge de la gestion des réfugiés sur leur vie socio-économique dans la ville de Bukavu qui font objet du présent rapport.

Le contexte de la proposition reste le même jusqu'au stade d'implémentation de ces activités.

En effet, Il se fait remarquer que les réfugiés vivant dans la Province du Sud-Kivu n'ont pas accès à l'emploi alors qu'ils ont des compétences requises qui peuvent être mis à profit pour l'intérêt du pays, et qu'ils jouissent des droits sociaux, économiques et culturels tels consacrés par la législation congolaise au regard de la loi n°021/2002 du 16 octobre 2002 ; car les offres d'emploi qui sont lancés leur sont défavorables, parce que le premier critère à remplir est d'être de nationalité congolaise ce qui ne leur permet pas de postuler bien qu'étant compétitifs. En outre, il faut signaler que même la cohabitation pacifique de ces réfugiés avec les communautés d'accueil de la RDC pose problème à cause de leur assimilation aux groupes armés de leurs pays d'origine opérant sur le territoire national ; généralement dans les Provinces du Sud et du Nord Kivu et particulièrement dans la Plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu où les Bafuliru considèrent que les réfugiés burundais forment un seul bloc avec la communauté congolaise des Burundi de la plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira pour les combattre au vu du conflit qui oppose les deux communautés alors que les réfugiés se considèrent en partie prenante dans le dit conflit. Cette situation fait que les réfugiés ne jouissent pas suffisamment de la cohésion sociale auprès des communautés d'accueil qui trouvent que leur présence est une menace.

C'est dans ce contexte que l'organisation de ces ateliers dédiés aux questions d'emploi des réfugiés en RD Congo et de la cohabitation pacifique entre les réfugiés burundais et les communautés d'accueil nous sont apparues pertinentes.

Les deux activités réalisées ont connu la participation d'une soixantaine des personnes autour d'un budget total de 13.005 \$ dont 1500 \$ ont été affectés comme appui aux deux CNR pour le suivi des recommandations assorties des ateliers.

## **2. OBJECTIFS DE L'ATELIER**

### **2.1 Objectif global**

Ces ateliers avaient Globalement comme objectif de contribuer à l'amélioration de l'intégration socio-économique des réfugiés burundais en RDC en général et dans la province du Sud-Kivu en particulier.

### **2.2 Objectifs spécifiques**

Spécifiquement, l'objectif était de permettre premièrement aux acteurs étatiques et privés à contribuer au changement des pratiques d'exclusion existant dans le marché d'emplois des réfugiés dans le secteur public et privé au Sud-Kivu d'ici fin de l'année 2015.

Deuxièmement ces ateliers de sensibilisation se voulaient d'amener les autorités étatiques et coutumières à inciter les communautés d'accueil à une cohésion sociale avec les réfugiés burundais habitant dans leurs zones d'ici fin de l'année 2015.

### **2.3 Succès**

L'utilisation de la méthode andragogique, c'est-à-dire basée sur les connaissances et les expériences des participants en matière de protection des réfugiés a été très importante pour rendre les échanges plus vivants. Des questions de réflexion, les travaux en carrefour et les plénières ont permis aux participant de faire des recommandations.

Nous avons remarqué que les travaux en carrefour permettaient aux participants d'échanger à l'aise. Même les participants qui n'avaient pas des capacités d'intervenir activement dans la plénière, ils se sont retrouvés facilement et ont contribué activement dans des groupes des travaux.

Aussi, le choix du consultant qui portait sur un assistant de protection de la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) pour l'animation de l'atelier d'Uvira et cette façon de faire intervenir plusieurs participants dans les rencontres tel que les TdR étaient conçus ont renchéri les rencontres et enfin, les invités était bien ciblés.

### **2.4 Défis**

Comme toujours discuter lors de nos rencontres, le principal défi reste la question liée aux frais alloués pour la facilitation.

Nous avons quelques participants clés auprès de qui la facilitation s'avère nécessaire pour leur participation et que les pièces justificatives posent problème.

En outre, l'atelier d'Uvira a été tenu le même jour et au même moment que celui de la planification opérationnel d'OCHA/Uvira d'où quelques participants décideurs ont envoyé leurs représentants et le HCR/Bukavu a brigué toujours de son absence dans l'atelier tenu à Bukavu.

Il faut signaler aussi que comme le budget ne permettait pas à la réalisation des activités de suivi, nous avons attribué cette tâche aux Commissions Nationales pour les Réfugiés (CNR) d'où un accord sur sa faisabilité a été conclu entre ADEPAE et les deux CNR.

Il ressort de ce suivi des résultats positifs car les deux CNR se sont impliquées d'avantage pour mobiliser les acteurs étatiques dans les ateliers de restitution dans le cadre de plaider en faveur des réfugiés burundais pour leur accès à l'emploi et la cohésion sociale entre ces réfugiés et les communautés d'accueil.

## **2.5 Bénéficiaires**

Au cours de ces ateliers d'échanges et de sensibilisations, 60 personnes dont 30 à Uvira et 30 à Bukavu représentant le ministère de l'intérieur, le ministère des affaires sociales, les chefs coutumiers, les humanitaires (HCR), les CNR, les représentants des réfugiés et les services de sécurité, les organisations de la Société civile ont été invitées compte tenu de leur implication à la problématique des réfugiés dans la zone d'accueil.

Le choix de ces invités avait porté sur les décideurs qui peuvent changer certaines politiques dont souffrent les réfugiés burundais afin d'améliorer leur conditions de vie. Ces invités devaient faire aussi des restitutions à leur retour et l'implication des medias ont fait qu'un grand nombre des personnes ont été atteintes par les résolutions de ces assises.

### 3. Résultats

Planification		Réalisation		Explication/Leçons apprises
Activités planifiées	Résultats attendus	Activités réalisées	Résultats réalisés	
<b>Objectif spécifique 1 :</b> Contribuer à l'amélioration des pratiques d'exclusion des réfugiés dans le marché d'emplois dans le secteur public et privé au Sud Kivu.		<b>Objectif spécifique 1 :</b> Contribuer au changement des pratiques d'exclusion existant dans le marché d'emplois des réfugiés dans le secteur public et privé au Sud-Kivu.		<b>1. Différences potentielles entre la planification et sa réalisation</b> Le plaidoyer de vouloir contribuer à la promotion de la participation des réfugiés dans la prise de décisions qui les concernent est passé pour certains aspects sociaux mais n'est pas passé pour la participation des réfugiés dans des réunions tripartites car elle se fait avant et non pendant ces réunions
<b>Objectif spécifique 2 :</b> Contribuer à la réduction des perceptions négatives de la population locale sur les réfugiés Burundais et Rwandais habitant la province du Sud Kivu.		<b>Objectif spécifique 2 :</b> Inciter les communautés d'accueil à une cohésion sociale avec les réfugiés habitant dans leurs zones		
<b>Activité 1 :</b> Organisation de l'atelier d'échange et de sensibilisation des autorités étatiques, coutumières et acteurs sociaux sur l'intégration socio-économique des réfugiés à Uvira.	<b>Résultat 1 :</b> Certaines institutions privées et publiques ont acceptées d'améliorées les critères d'éligibilité d'emploi en faveur des réfugiés habitant le Sud Kivu d'ici fin décembre 2014.  <b>Indicateur 1.</b> Le nombre d'institutions publiques et privées qui	<b>Activité 1 :</b> Organisation de l'atelier d'échange et de sensibilisation des autorités étatiques, coutumières et acteurs sociaux sur l'intégration socio-économique des réfugiés tenu à Uvira.	<b>Résultat 1 :</b> Recommandation à l'ONEM de valider les offres après qu'il y est mention spécifique « les réfugiés sont exempte du critère être de nationalité congolaise ».  <b>Résultat 2 :</b> Sensibilisation efficace par les medias sur l'octroi des emplois aux réfugiés conformément à la loi n°021/2002 du 16 octobre 2002.	<b>2. Contribution des résultats réalisés</b> les résultats réalisés à travers ces activités

	<p>ont lancé les appels d'offres avec des critères n'excluant pas les réfugiés,</p> <p><b>Indicateur 2.</b> Le nombre des réfugiés ayant postulé aux emplois après les activités</p> <p><b>Indicateur 3.</b> Les engagements des autorités étatiques et les chefs coutumiers pour sensibiliser leurs populations à cohabiter pacifiquement avec la population.</p> <p><b>Indicateur 4.</b> Réduction des pratiques et paroles de discrimination à l'endroit</p>		<p><b>Résultat 3 :</b> Ateliers de sensibilisation organisés par les CNR auprès des autorités étatiques et coutumières sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. les droits des réfugiés</li> <li>2. La cohabitation pacifiquement entre les communautés d'accueil et les réfugiés.</li> </ol> <p><b>Résultat 4 :</b> Témoignages des réfugiés et des communautés d'accueil sur l'impact de la sensibilisation faite par les medias et les CNR</p> <p><b>Résultat 5 :</b> Sensibilisation du Mwami des Bavira aux habitants de Rutemba et kinjigi dans le groupement de Katala à pouvoir cohabiter pacifiquement</p>	<p>contribuent à l'atteinte des objectifs dans la mesure où ils sont ou ils viennent apportés des solutions à la problématique posée.</p> <p><b>3. Leçons apprises</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La collaboration avec les deux CNR a impacté sur le projet car ces deux CNR ont mobilisé les acteurs autour de la problématique.</li> <li>- les interventions des différents partenaires dans l'atelier pour le partage d'expérience étaient capitales car cela a prouvé que le problème cerné était réel parce que c'est une situation qui se vit et qui est témoigné par tout le monde.</li> </ul>
--	---	--	--	--

	des réfugiés sont réduites dans les quartiers et villages <b>Indicateur 5.</b> Le nombre réduits des cas des tracasseries exercées auprès des réfugiés par de services de sécurité,		avec les réfugiés vivant dans cette contrée.	
<b>Objectif spécifique 1 :</b> Contribuer à l'amélioration des pratiques d'exclusion des réfugiés dans le marché d'emplois dans le secteur public et privé au Sud Kivu.		<b>Objectif spécifique 1 :</b> Contribuer au changement des pratiques d'exclusion existant dans le marché d'emplois des réfugiés dans le secteur public et privé au Sud-Kivu.		
<b>Objectif spécifique 2 :</b> Contribuer à la promotion de la participation des réfugiés dans la prise de décisions qui les concernent.		<b>Objectif spécifique 2 :</b> Contribuer à la promotion de la participation des réfugiés dans la prise de décisions qui les concernent		
<b>Objectif spécifique 3 :</b> Contribuer à la réduction des perceptions négatives de la population locale sur les réfugiés Burundais et Rwandais habitant la province du Sud Kivu.		<b>Objectif spécifique 3 :</b> Inciter les communautés d'accueil à une cohésion sociale avec les réfugiés habitant dans leurs zones par la réduction des perceptions négatives de la population locale sur les réfugiés burundais et rwandais habitant la province du Sud-Kivu.		
<b>Activité 2 :</b> organisation d'un atelier de sensibilisation des autorités étatiques sur la	<b>Résultat 1 :</b> Les services et les institutions en charge de la gestion des	<b>Activité 2 :</b> organisation d'un atelier de sensibilisation des autorités étatiques sur la	<b>Résultat 1 :</b> recommandation de Faire la sensibilisation et plaidoyer auprès des	

<p>protection des droits socio-économique de réfugiés burundais à Bukavu</p>	<p>réfugiés s'engagent à faire participer les comités des réfugiés dans la prise de décisions des certains problèmes les concernant.</p> <p><b>Indicateur 1.</b> Les nombre des réunions entre les réfugiés et les autorités organisées pour parler des questions importantes pour leur vie</p> <p><b>Indicateur 2.</b> La participation de délégués des réfugiés dans la réunion tripartite ou autre importante s'il en aura cette année.</p>	<p>protection des droits socio-économique de réfugiés burundais tenu à Bukavu</p>	<p>employeurs (FEC, ONG, ONEM, etc.) pour l'embauche des réfugiés</p> <p><b>Résultat 2 :</b> Eclairage autour de la participation des réfugiés dans la prise des décisions qui les concernent avant la tenue des réunions tripartites et non pendant sa tenue.</p> <p><b>Résultat 3 :</b> Implications des deux CNR dans la sensibilisation et plaidoyer sur la cohabitation pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil et sur l'embauche des réfugiés.</p> <p><b>Résultat 4 :</b> Impact sur la sensibilisation faite par les medias à travers les appels reçus et l'article mis en ligne par la radio</p>	
--	--	---	--	--

			Okapi	
--	--	--	-------	--

## QUELQUES IMAGES PENDANT L'ATELIER D'UVIRA



Le chef du projet Germain KILABI dans son mot introductif



L'Administrateur d'Uvira dans l'allocation du mot d'ouverture



Le représentant du Mwami des Bavira dans son intervention



Le chargé de la protection du HCR dans son intervention



L'assistant de la protection à la CNR dans son intervention



La présidente de la société civile d'Uvira dans son intervention



Au milieu, Le chargé des affaires civiles de la MONUSCO dans son intervention



L'officier de la police nationale congolaise dans la restitution



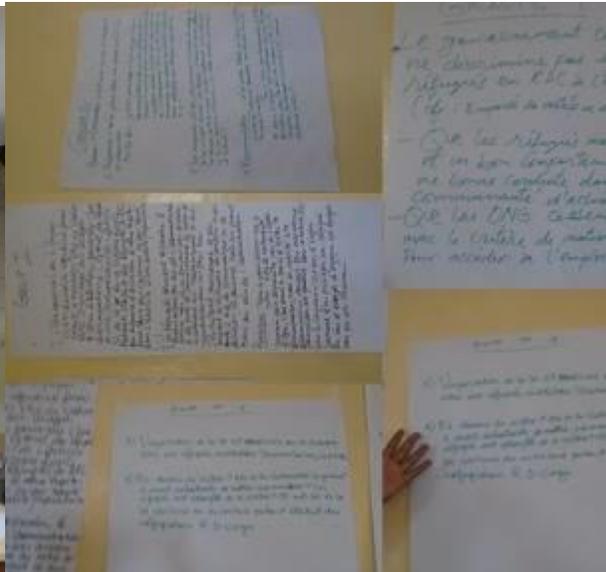
Le président territorial des réfugiés d'Uvira dans son intervention



Le consultant entrain d'exposer



Images compilées en carrefour



images compilées des exposés



3 Images compilées des moments forts de l'atelier et une image dans le carrefour où le chargé de protection au HCR est rapporteur

### QUELQUES IMAGES PENDANT L'ATELIER DE BUKAVU



Le chef d'antenne de la CNR/Bukavu dans son intervention



Le Conseiller du Gouverneur prononce le mot d'ouverture



La présidente du comité des réfugiés urbains dans son exposé Une intervention chaude avec la présidente du comité des réfugiés



Images compilées pendant des moments attentifs de l'atelier

## **Conclusion**

L'exécution du projet est d'à peu près de 70% et déjà les réfugiés témoignent son impact bien qu'ils n'ont pas encore de l'emploi, mais ils se disent d'avance satisfait de voir comment le plaidoyer est mené en leur faveur. Nous pensons qu'au terme du projet l'impact sera grand car l'implication des deux CNR est entrain de jouer un grand rôle.

Fait à Bukavu, le 03/04/2015

**Pour ADEPAE**

**Germain KILABI**

**Chef de Projet**